



Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 348 du 8 septembre 2024

Au sommaire :

- Et c'est Barnier qui gagne, avec la bienveillance assassine de Le Pen, pour servir le capital contre toute la société malade du profit... - *Christine Héraud*
- Débat à l'Université d'été de *Révolution permanente* - *Yvan Lemaitre*

Et c'est Barnier qui gagne, avec la bienveillance assassine de Le Pen, pour servir le capital contre toute la société malade du profit...

La mascarade parlementaire a accouché de Barnier comme premier ministre par la grâce de Le Pen. Quelle farce que ce vieux cheval de retour de la droite, ministre sous Chirac et Sarkozy, dirigeant des LR en pleine décomposition pour incarner le changement, répondre au verdict des urnes que Macron prétend reconnaître ! Macron-Barnier-Le Pen, c'est le règne de l'imposture !

Face à l'impasse parlementaire, Macron, discrédité, rejeté, n'avait que Barnier pour accepter le job, assez réactionnaire pour être toléré par Le Pen, ne pouvant plus prétendre à un destin présidentiel, et lui éviter -pour combien de temps ?- la démission. La prochaine étape de sa déroute parlementaire est l'échec annoncé de Barnier et sa probable démission pour céder la place à l'extrême droite alliée à la droite, à moins que lui, Macron, aussi caméléon que Barnier, ne réussisse à présider à l'union des droites...

Marine Le Pen, arbitre de la censure, s'est dite « prête à attendre » le discours de politique générale du nouveau premier ministre, le jugeant « capable de pouvoir s'adresser au Rassemblement national », en même temps que ses lieutenants le traitaient de « fossilisé de la vie politique ». Elle se montre « responsable » en attendant son heure, confiante dans la capacité de Macron-Barnier à mener la politique xénophobe, sécuritaire et anti-immigré-es qui est la sienne, tout en lui ouvrant les portes du pouvoir. Ainsi que le déclarait samedi Bardella, « Désormais, rien ne peut se faire sans nous » !

Les travailleur-es, la jeunesse, les femmes n'ont rien à attendre de ces manœuvres politiciennes que des mauvais coups. Gouvernement ou pas, la politique de ceux qui tiennent réellement les rênes du pouvoir, les capitalistes, engendre la dégradation des conditions de vie, la régression sociale généralisée, la guerre et poursuit son œuvre destructrice.

Barnier ou demain un autre pour poursuivre l'offensive contre le monde du travail

Le monde du travail et les classes populaires abordent la rentrée avec beaucoup d'inquiétude sur la vie chère, les salaires insuffisants, les difficultés à se loger, à se soigner, le chômage alors que se multiplient les faillites d'entreprises et les licenciements. 9 millions de familles vivent sous le seuil de pauvreté, plus de deux mille enfants dorment dans la rue selon les chiffres de l'UNICEF.

Dans l'Education, il manquait à la rentrée au moins 3 200 profs. Contrairement aux déclarations de la Ministre démissionnaire Belloubet, on était loin d'un prof devant chaque classe. Il n'est plus rare que des élèves n'aient pas cours dans certaines matières pendant des mois, faute de remplaçants. L'école manque de tout, d'AESH, pour l'accompagnement des enfants en situation de handicap, de personnels éducatifs, de médecins et d'infirmières, de moyens matériels, de locaux. Les groupes de niveaux au collège, qui ont révolté et mobilisé des milliers d'enseignant-es et de parents ces derniers mois, sont imposés, même si Belloubet a été contrainte de céder sur un assouplissement de leur mise en place. Ils sonnent la fin du collège unique, l'exclusion précoce hors du système scolaire d'une partie des jeunes des classes populaires.

Comme à l'école ou dans la santé, où les urgences ont encore été à saturation tout l'été et où les hôpitaux quasi tous en déficit croulent sous les dettes, dans les entreprises et le privé, la même logique de rentabilité financière pousse à bloquer les salaires, entretenir le chômage et la précarité, fermer les usines... La régression sociale qu'engendre la politique des classes dominantes, leur parasitisme, frappent l'ensemble du monde du travail.

Dette et déficit public ou la régression sans fin...

Le Maire restera sûrement ministre de l'économie et des finances tellement il déploie de zèle dans la fonction pour boucler le budget 2025 qui doit être débattu au Parlement à partir du 1^{er} octobre. Mais que ce soit lui ou un autre, ce sera du pareil au même, le budget étant soumis au diktat des marchés financiers, qui imposent les taux d'emprunt aux États en fonction de leur déficit, les intérêts de la dette leur assurant une rente permanente, équivalant chaque année au budget de l'Education nationale.

Alors que la commission européenne a engagé contre la France une procédure pour « *déficit excessif* », Le Maire fait campagne pour ramener le déficit public d'un probable 5,6 % cette année à 3 % du PIB en 2027 et prévoit d'ici là 110 milliards d'économies sur les dépenses publiques, en commençant par 20 milliards dès 2025. Un déficit public abyssal, un « *pognon de dingue* », creusé par les baisses d'impôts et de cotisations sociales, les aides et subventions versées aux grands groupes capitalistes, à hauteur chaque année de près de 200 milliards d'euros. Le budget 2024 a déjà été amputé de 10 milliards d'économies en avril et devrait l'être encore de 16 milliards supplémentaires d'ici la fin de l'année.

Le Maire préconise des économies sur France-Travail et l'aide à l'emploi, sur les fonctionnaires en augmentant les jours de carence ou en baissant le montant des jours d'arrêts-maladie, en bloquant les salaires, et sur les collectivités locales accusées d'augmenter inconsidérément leurs dépenses alors qu'elles doivent faire face à l'accroissement de la pauvreté, au recul des services publics, à la régression sociale. L'enveloppe pour la santé est diminuée de 0,8 %. L'Education nationale à qui Le Maire a demandé de « *rendre* » 700 millions d'euros cette année est incluse dans le plan d'austérité. Ne seront pas touchés par contre les 413 milliards de la loi de programmation militaire 2024-2030.

La seule réponse démocratique et progressiste à leur faillite viendra des travailleur-es et de la jeunesse

« *L'élection est volée* », s'est insurgé Mélenchon. « *Macron continue de se vivre comme un autocrate. En nommant Michel Barnier, le président refuse de respecter la souveraineté populaire et le choix issu des urnes* », a déclaré Mathilde Panot. Les leaders de LFI ont voulu mobiliser dans la rue le 7 septembre « *contre ce coup de force inacceptable dans une démocratie* ». Les directions syndicales CGT, Solidaires et la FSU n'y appelaient pas formellement, bien que soutenant et « *souhaitant sa réussite* ». « *Chacun son rôle* » expliquait Sophie Binet après avoir appelé à voter NFP dès le premier tour des législatives. Après s'être piégée elle-même dans le jeu de dupes parlementaire pour... cohabiter avec Macron, LFI, une fois la candidate du NFP rejetée par Macron, n'a plus que l'impuissance de l'indignation. Les manif du 7 n'offraient aucune autre perspective aux travailleur-es et à la jeunesse que la seule

dénonciation du déni démocratique, bien réel mais comment pourrait-il en être autrement dans cette République capitaliste.

Nous comprenons celles et ceux qui ont voulu descendre dans la rue, manifester leur colère face au mépris de Macron et de l'Assemblée, nous sommes solidaires, mais la gauche institutionnelle et les syndicats eux-mêmes participent à la mascarade en dénonçant une tromperie à laquelle ils se sont eux-mêmes prêtés.

Les syndicats CGT, Solidaires et FSU appellent de leur côté à une journée interprofessionnelle de grève le 1^{er} octobre. Plusieurs syndicats de l'Education appellent les écoles à la grève le 10 septembre. Autant d'occasions d'exprimer sa colère contre Macron-Barnier et leurs commanditaires du CAC 40 et surtout de se réunir, discuter de la façon dont nous pouvons répondre au coup de force permanent des classes dominantes et de l'État qui les sert quel que soit le gouvernement en place. En effet, les appareils syndicaux renvoient chacun à son entreprise, son patron, refusant de faire de la lutte des travailleurs pour leurs revendications une lutte politique de l'ensemble du monde du travail pour les salaires, les droits, la démocratie.

La question sociale, la lutte contre l'extrême-droite, contre la guerre, pour la démocratie relèvent de la lutte bien plus globale que nous avons à mener contre le pouvoir des classes dominantes qui confrontées à leur propre faillite, à leur incapacité à répondre aux besoins collectifs entraînent la société dans une profonde régression sociale, dans le militarisme et la guerre, dans la militarisation de toute la vie sociale.

Si nous n'intervenons pas directement sur le terrain de la lutte des classes pour inverser le cours des choses, c'est là le sinistre avenir qu'elles nous préparent pour perpétuer leurs privilèges et leur domination, quoi qu'il en coûte, sur toute la société. L'extrême-droite aujourd'hui, demain un nouveau fascisme postulent à mener cette politique criminelle en nous dressant les uns contre les autres en instrumentalisant la paupérisation, la peur de l'avenir, l'impuissance par leur démagogie xénophobe, de haine, de division contre les travailleur-es migrant-es...

La politique de la gauche et des directions syndicales est incapable de répondre à cette menace qui les vise elles-mêmes tellement elles sont dominées, intégrées au jeu politicien du Parlement et du dialogue social. Elle paralyse le monde du travail comme lors du mouvement contre la réforme des retraites l'an dernier. La colère et le mécontentement sont sans perspective, les travailleurs sont le plus souvent désabusés devant des politiques qui leur échappent et sur lesquelles ils n'ont pas de prise. Or pour combattre l'extrême droite, il faut prendre le problème à la racine, éclairer les raisons de la régression sociale, remettre en cause l'exploitation sur laquelle est fondée toute l'économie, contester le pouvoir des groupes capitalistes et de l'État qui sert leurs intérêts

Pour retrouver confiance en eux, les travailleurs ont besoin d'une politique indépendante de ces mascarades, jeux de dupes dont le patronat a le contrôle.

C'est hors du Parlement que la vraie vie peut imposer sa volonté, celle de la majorité de la population laborieuse contre la minorité parasite que sert le théâtre parlementaire. Tout se décide dans les banques, les conseils d'administration, ou l'état-major militaire.

C'est bien à ce pouvoir qu'il faudra nous en prendre, c'est lui qu'il faut nous préparer à affronter pour changer notre sort.

C'est nous qui produisons, c'est nous qui décidons ! Nous avons besoin de nous en donner les moyens, de nous organiser pour faire notre politique, d'intervenir sur notre propre terrain, de contester le pouvoir des classes dominantes et de l'Etat, des politiciens corrompus pour transformer le monde.

Christine Héraud

Débat à l'Université d'été de Révolution permanente

Trame de l'intervention d'Yvan Lemaitre

Je voudrais remercier les camarades de *Révolution permanente* pour leur invitation à leur Université d'été et cela d'autant que les discussions au sein du mouvement révolutionnaire sont inexistantes ou, quand elles ont lieu, visent essentiellement à démontrer toutes les erreurs de l'autre pour justifier les existences séparées voire rivales et concurrentes fort peu démocratiques dans leur vie interne et peu avares en proclamation « *communiste révolutionnaire* ».

Ces rapports sont fondamentalement sectaires au sens où les discussions ne visent pas à formuler les points d'accord et les points de désaccord pour définir ce qui rassemble afin d'agir ensemble, ce qui fait divergence et comment ou pas le surmonter mais visent à démontrer qu'il n'y a rien à faire ensemble au regard de positionnements idéologiques dont l'absence d'influence réelle dans la lutte de classe rend la vérification dans la pratique impossible.

Nous pensons pour notre part qu'il est nécessaire de construire d'autres rapports démocratiques fondés sur la transparence des raisonnements, des idées et la confiance, le respect des engagements réciproques, en nous considérant comme des militants d'un même parti à construire.

Pour engager la discussion sur le mouvement révolutionnaire face à la montée de l'extrême-droite et la nouvelle situation sociale et politique, je partirai des *Thèses sur la situation en France et les tâches des révolutionnaires*¹ que vous avez adoptées. Je voudrais souligner un premier point qui manque dans votre analyse, la nécessité d'inscrire l'évolution hexagonale dans son contexte international et plus précisément dans la dimension spécifique de la crise globale des vieilles puissances impérialistes occidentales, disons le camp des USA et de l'Otan.

La dégradation de la situation sociale et politique, la régression en cours s'inscrivent dans la longue stagnation d'un capitalisme qui a atteint ses limites historiques après avoir conquis l'ensemble de la planète. Quand s'ouvrirait le débat sur l'impérialisme au début du siècle dernier, Rosa Luxembourg soulignait le besoin du capitalisme de conquérir de nouveaux territoires non capitalistes pour assurer l'extension du marché nécessaire à l'accumulation du capital, extraire du travail humain et de la nature

les nouveaux profits nécessaires pour répondre aux appétits sans limites du capital. Aujourd'hui, le capitalisme a atteint les limites de la planète, les masses énormes de capitaux accumulés se heurtent aux limites du marché, la crise de l'accumulation n'a plus l'issue qu'avait représentée le développement de l'impérialisme, le parasitisme du capital se nourrit de spéculations, de la dette sans fin, d'une surexploitation de l'homme et de la nature. La fin des surprofits impérialistes décrits par Lénine qui permettaient d'acheter la paix sociale et les organisations du mouvement ouvrier, le réformisme, ont cédé la place au marché mondialisé du travail, à la mise en concurrence de l'ensemble des travailleurs de la planète dont la tragédie des migrants est une des conséquences.

La montée de l'extrême droite centrée sur la défense des dites valeurs du monde occidental, des vieilles puissances impérialistes et les politiques contre l'immigration, la démagogie xénophobe et raciste s'enracinent dans cette évolution économique et sociale irréversible qui s'accompagne de l'inexorable fin de la domination sur le monde de ces mêmes vieilles puissances y compris les USA qui s'acharnent à défendre une domination qui appartient au passé.

Il n'est pas juste de qualifier les résultats des législatives de « *revers important pour l'extrême-droite qui révèle les limites persistantes du RN dans sa course vers le pouvoir* ». Certes, les conditions de son arrivée au gouvernement n'ont pas été encore réunies mais ce n'est qu'une question de temps sauf intervention de la classe ouvrière. Tout converge vers l'établissement d'un pouvoir fort d'extrême droite qui peut passer par une union des droites y compris sous la présidence de Macron. Ce dernier est incapable de jouer le rôle de Bonaparte après avoir dressé les uns contre les autres pour faire du parlement un champ de ruines dont ne surnageront que les forces réactionnaires.

Il n'est pas juste non plus de parler de « *la résurrection du front républicain* » au sens où ce front était la cible d'un feu nourri de ses propres composantes, non seulement de la droite traditionnelle mais de la macronie et même d'une partie du NFP contre lui-même. Par contre, ce qui est nouveau c'est la mobilisation, malgré une très grande méfiance, de travailleur-es et de jeunes contre le RN. Et

de la même façon le NFP n'est pas « *le retour en force du PS* » mais une nouvelle phase de décomposition de la gauche sans autre programme que les luttes pour le pouvoir et quelques promesses.

La donnée politique essentielle du point de vue de nos tâches est l'effondrement, sans retour possible, du PS et du PC.

LFI est le produit de leur faillite et de l'échec d'une fraction de l'extrême-gauche qui s'y est reconvertie, un rassemblement d'ambitions déçues sans avenir dont Mélenchon est le symbole. Il n'est même pas un parti réformiste. Comme vous l'écrivez : « *De façon révélatrice, sur un sujet aussi essentiel que l'escalade guerrière, les réponses de LFI se situent essentiellement sur le terrain, d'une part, de la défense des intérêts de l'impérialisme français et de ses leviers de pouvoir et de domination et, d'autre part, sur celui d'appels impuissants et illusoire au droit et aux institutions internationales, elles-mêmes parties prenantes du système impérialiste mondial.* » Tous les partis parlementaires se sont intégrés, d'une façon ou d'une autre, au consensus autour de la politique de l'Otan dans la guerre d'Ukraine contre la Russie.

Il est aussi trop imprécis de reprendre à notre compte l'idée qu'il existerait trois blocs dans le Parlement au moment où chacun de ses blocs se divisent sous la pression de la situation sauf le RN. Les rapports entre forces parlementaires se redessinent à partir de ce consensus autour de la guerre, sur la question de l'immigration et du sécuritaire, c'est-à-dire les clés pour accéder au pouvoir, la question sociale et de la dette faisant en fait déjà consensus.

Pas plus que nous ne pouvons parler de « *crise du capitalisme* » comme s'il s'agissait d'un moment plutôt que d'une longue dépression historique, je ne crois pas que nous puissions parler d'une « *crise de régime* » au sens où la crise politique actuelle participe d'un affaiblissement de la domination parlementaire des classes dirigeantes, fragilisation de leur domination minée par la longue dépression capitaliste, plus qu'une simple crise de régime.

Il n'y a pas de réponse à l'autoritarisme, à la menace de dictature, de militarisation de la vie sociale que contient la marche à la faillite du capitalisme qui ne le remette en cause. « *L'enjeu de défendre des mesures démocratiques radicales* » est directement lié à la question du pouvoir ainsi que la lutte pour les exigences immédiates pour satisfaire les besoins élémentaires de la population ou la lutte contre la guerre.

La lutte contre l'extrême droite est directement liée à la lutte contre la guerre, contre la régression sociale, ce qui implique d'avancer des réponses globales sur le terrain économique, une réorganisation de la production mettant fin à la domination du capital, et donc de poser la question du pouvoir, seule voie pour s'opposer à la menace d'un nouveau fascisme.

L'ensemble de ces éléments résumés converge pour faire de l'organisation du monde du travail, de la jeunesse, des

femmes en parti de classe indépendant des institutions la question clé du moment en lien avec la question de la stratégie révolutionnaire.

Ces questions se posent en termes nouveaux.

Là encore nous devons revenir aux caractéristiques générales de la période et ses incidences politiques du point de vue de l'organisation du prolétariat.

Elle nous impose une rupture avec des conceptions ancrées dans la longue histoire du recul du mouvement ouvrier auquel le mouvement trotskyste, ses différentes composantes, n'ont pu échapper.

Il se trouve que le recul du mouvement ouvrier et la marginalisation du mouvement révolutionnaire ont engendré une logique d'échec qui s'est traduite par des exclusions, des scissions et son éclatement en de nombreux groupes se définissant par des divergences « programmatiques » ou pratiques, des choix idéologiques, des positionnements sans lien avec l'intervention directe dans la lutte de classe réelle, une forme de retour aux sectes.

La nature de l'URSS a été une des pierres de touche de ces luttes idéologiques, ou le rôle progressiste de l'URSS, l'analyse des révolutions coloniales, la Chine comme État ouvrier dégénéré, l'appréciation du PS et du PC... L'ensemble des groupes sectaires et/ou opportunistes nés de la désagrégation du mouvement trotskyste se définissent dans un débat idéologique, des positions ou analyses dont le cadre reste invariant, l'impérialisme de Lénine et la Quatrième internationale, le programme de transition en référence à ces acquis politiques érigés en dogmes.

Un ouvrage récent de Jean Quétier dont RP s'est fait l'écho, *Karl Marx, Sur le parti révolutionnaire*, précédé de « *L'adieu aux sectes. Marx théoricien du parti* »², est utile pour éclairer la discussion. Il y rappelle que Marx pensait que le développement des sectes communistes était inversement proportionnel à celui du mouvement ouvrier réel. Toute proportion gardée et sans prendre au premier degré l'analogie, le raisonnement est valable pour nous avec une nuance de taille, nous ne sommes pas à l'époque de la formation du marxisme mais à l'époque de sa renaissance après les trahisons, reniements et effondrements des partis issus de la phase du mouvement ouvrier qui a pris fin avec l'effondrement de l'URSS.

Aucun courant n'a pu échapper à l'histoire concrète du mouvement ouvrier et du mouvement trotskyste. Le comprendre n'est pas renier notre passé, mais accepter une réalité historique qui nous a façonnés, même celles et ceux qui ont toujours prétendu, à raison, lutter contre le sectarisme. Les femmes, les hommes ne choisissent pas les conditions historiques cadre de leur travail. Le marxisme, la méthode matérialiste, historique, dialectique, appliquée à nous-mêmes nous permet de comprendre pour trouver des réponses dans cette même évolution des conditions objectives et subjectives qui sont le cadre de notre activité, des luttes de classe.

Aujourd'hui, les données sont radicalement bouleversées par le développement du capitalisme mondialisé financia-

risé et ses premières convulsions, le renouveau des luttes de classe qu'il génère.

La fin des surprofits coloniaux et impérialistes, la stagflation, la mise en concurrence des travailleurs sur le marché du travail mondialisé, créent des rapports de classes inédits dans les vieilles puissances impérialistes dont la France, une crise de domination de la bourgeoisie, de la démocratie parlementaire et ruine toute possibilité d'un nouveau développement d'un réformisme au sein du mouvement ouvrier dont les organisations n'ont d'autre choix que de s'intégrer toujours plus à l'appareil d'État ou la voie de la lutte de classe consciente, la voie révolutionnaire.

L'émergence d'un nouveau parti des travailleurs est inscrit dans les évolutions des conditions objectives et subjectives au moment où, pour la première fois dans l'histoire, le développement de la société tant économique et social que technologique et culturel rend possible sa transformation révolutionnaire mondialisée.

Ce que les militants de la Troisième internationale, portés par la révolution d'Octobre 1917, ont imaginé et ébauché pratiquement, dans la continuité des révolutions de 1848 et de la Commune de Paris, est inscrit dans l'évolution du capitalisme en toute cohérence avec les analyses marxistes.

Les forces de production ont continué de croître mais la crise de la direction du prolétariat est devenue, paradoxalement, la crise même du marxisme, du projet révolutionnaire et de ses organisations.

Ainsi, la question qui nous est posée est comment répondre à cette crise théorique et pratique.

Les deux sont indissociables et les réponses ne peuvent être que collectives, ni nouveau Marx, Lénine, Trotsky ou leur caricature de dirigeants-gourous ni réalisation du mythe du « parti de type bolchevique », mais engager un processus de refondation démocratique du mouvement révolutionnaire. Personne, aucun groupe ne possède de réponse toute faite, la réponse pratique dépend des choix des uns et des autres.

Ce travail part des réalités des groupes, fractions, courants et tendances existants pour engager une vaste discussion au sein du mouvement révolutionnaire et du mouvement ouvrier sur la période et les tâches non dans l'objectif de « *La reconstruction d'une gauche de combat, ouvrière et révolutionnaire* » mais bien un parti de classe, un parti révolutionnaire des travailleurs. Débattre de la stratégie révolutionnaire tout en engageant dans le travail militant quotidien une politique pratique de regroupement dans un pôle démocratique des révolutionnaires, instrument de cette bataille pour un parti des travailleur-es.

Le point de départ est de prendre comme axiome que nous n'avons pas d'autres intérêts que ceux de l'ensemble du mouvement révolutionnaire, sorte de paraphrase de ce qu'écrivaient Marx et Engels dans Le Manifeste ; penser et agir en tant que militant-es de l'ensemble du mouvement ; inviter toutes celles et ceux qui mesurent les enjeux de l'affrontement de classe en cours à être les acteurs de cette révolution au sein même des différents courants comme à l'extérieur des organisations ; rechercher les occasions de coopération et d'action locale voire nationale. Ce travail pratique se combine à la discussion sur la période et les perspectives révolutionnaires nouvelles au regard de l'expérience commune de l'actualité des luttes de classe à laquelle le mouvement ouvrier est confronté. Une nouvelle dynamique de regroupement ne viendra pas d'accord entre groupes sectaires mais de la construction d'accords stratégiques et programmatiques. Même si nous ne partageons pas nécessairement l'ensemble de ces présupposés nous pouvons agir dans le même sens, en débattant comme nous le faisons ici et en recherchant les possibilités de coopération entre révolutionnaires.

Il s'agit aussi de défendre publiquement et largement cette politique pour un parti révolutionnaire, démocratique auprès des travailleurs et des jeunes. Pour une part, ce qui se passe au sein du mouvement syndical soutenant le NFP illustre notre propos au sens où la politique de Sophie Binet ouvre de fait un débat politique nécessaire. Nous ne partageons pas les choix de la CGT mais nous sommes partie prenante de ce débat, moment d'un débat plus général sur les perspectives et la politique de la classe ouvrière, la nécessité pour elle de s'organiser en parti pour la révolution, pour changer la façon dont les hommes produisent ce dont ils ont besoin, pour le socialisme et le communisme.

Le besoin d'un parti révolutionnaire des travailleur-es concerne l'ensemble du monde du travail, l'émancipation des travailleur-es sera l'œuvre des travailleur-es eux/elles-mêmes, le parti qui leur est nécessaire aussi.³

Le 24 août 2024

Yvan Lemaitre

¹ <https://www.revolutionpermanente.fr/Theses-sur-la-situation-en-France-et-les-taches-des-revolutionnaires>

² <https://www.revolutionpermanente.fr/Marx-et-le-parti-revolutionnaire-Entretien-avec-Jean-Quetier>

³ <https://www.youtube.com/watch?v=Y2EY06pcL8o&t=532s>